

SOS psychologues dans le nord de la province

Le Réseau de santé Vitalité recherche 15 professionnels pour combler le manque

Certaines régions du nord du Nouveau-Brunswick fonctionnent actuellement avec à peine la moitié des psychologues auxquels elles ont droit. Une situation qui préoccupe le Réseau de santé Vitalité.



Jean-François Boisvert

restigouche@acadienouvelle.com

@JFBjournaliste

Il y a quelques semaines, l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux du Québec (APTSQ) tirait la sonnette d'alarme par rapport aux manques criants en matière de services psychologiques en Gaspésie. On faisait état, dans certains cas, de listes d'attentes de deux ans pour une consultation avec un psychologue du secteur public.

Qu'importe la province ou la cause du manque de ressource en psychologie, que ce soit le sous-financement ou des difficultés de recrutement, la conséquence demeure la même pour les patients. C'est ce que croit dur comme fer Guylaine Michel, de l'APTSQ-Gaspésie.

«Quand on a besoin des services d'un psychologue, mais qu'on n'a pas immédiatement accès à ceux-ci, le risque est que notre situation se détériore. C'est comme pour n'importe quel autre bobo physique qu'on laisserait aller. Les gens qui souffrent d'anxiété aiguë, qui ont des idées suicidaires, qui vivent des situations difficiles, des dépressions... Ces gens n'ont pas le luxe d'attendre des mois et des mois pour être traités», exprime-t-elle.

La situation de ce côté-ci de la baie des Chaleurs n'est pas aussi dramatique, mais elle n'est pas plus rose pour autant. En fait, le Réseau de santé Vitalité l'estime suffisamment sérieuse pour en faire l'une de ses priorités.

Le réseau concède en effet qu'il doit composer avec un important manque de ressources.

«Si on regarde l'ensemble de notre réseau, je dirais qu'on fonctionne au deux



Dans le nord du Nouveau-Brunswick, afin de maintenir des délais «acceptables», les patients sont de plus en plus référés au secteur privé. - Archives

tiers de notre capacité. Si on isole les régions, on se retrouve avec des zones – principalement dans le nord de la province – où l'on fonctionne avec seulement 50% des psychologues dont nous aurions besoin», admet Jacques Duclos, directeur de la zone 5 et vice-président des services communautaires et de la santé mentale.

Vérification faite, il y a en ce moment, 16 postes de psychologues – dont neuf à temps plein – de vacants au sein du Réseau de santé Vitalité. De ce nombre, un seul se trouve dans le sud de la province (Moncton), les quinze autres étant dans le nord, plus précisément à Campbellton (7), à Edmundston (4), dans la Péninsule acadienne (3) et à Bathurst (1).

Le contraste est d'autant plus frappant que des sept postes vacants du Restigouche, cinq sont à plein temps.

«MAINTENIR DES DÉLAIS ACCEPTABLES»

Le réseau réussit-il tout de même à fonctionner avec cette pénurie de main-d'œuvre? M. Duclos estime que oui.

«Les délais d'attente sont tout de même acceptables», indique-t-il, précisant que les cas jugés aigus sont vus et traités rapidement par le système public.

Pour maintenir ces délais «acceptables», les patients sont de plus en plus référés au secteur privé, question de ne pas engorger

le peu de services disponibles, mais surtout d'obtenir des consultations plus rapidement.

Les hôpitaux aussi frappent à la porte de la pratique privée, paraphant des contrats de service avec les psychologues.

«Ça nous permet pour l'instant de compenser un peu le manque de ressources dans nos établissements. On offre le service, mais par l'entremise du secteur privé. C'est un moyen de nous assurer de répondre aux besoins les plus urgents et de diminuer la pression sur le réseau», explique M. Duclos, ajoutant que certains dossiers plus légers peuvent être gérés par des travailleurs sociaux.

Selon lui, ces solutions temporaires permettent au Réseau de santé Vitalité de maintenir des «volumes acceptables» de services auprès des personnes souffrant de problèmes de santé mentale.

«Dire que nous ne sommes pas préoccupés de la situation, ce ne serait pas honnête. On est bien conscient que l'accessibilité à des services psychologiques livrés par un psychologue au sein de notre réseau demeure un défi de taille. Nous offrons un service à nos populations, un bon service d'ailleurs, mais nous ne sommes pas en mesure de livrer à la hauteur de ce que nous aimerions qu'il soit», dit-il. Il note au passage que les deux réseaux de santé de la province vivent cette situation et travaillent conjointement afin de trouver des solutions à long terme à cette crise. ■



L'hôpital de Campbellton

Recrutement difficile

Si en Gaspésie on tend à attribuer le manque de ressources au manque de financement, la problématique serait davantage reliée au recrutement. C'est ce que prétend le Réseau de santé Vitalité. M. Duclos soutient que le recrutement de psychologues est passablement ardu. Et comme beaucoup d'autres spécialités, il est plus difficile d'attirer des candidats en région.

«On a de la difficulté à recruter des psychologues et cette situation est plus aiguë en ce moment dans le nord de la province, c'est clair», confirme-t-il.

Les faibles populations des régions du Nord feraient notamment en sorte qu'il est moins attrayant pour un spécialiste de s'y installer s'il a l'intention d'ouvrir une pratique privée parallèle.

Un autre obstacle au recrutement résiderait dans la disponibilité même des ressources. Selon M. Duclos, les psychologues sont une denrée rare et on n'en produit que très peu dans la province.

«Nous avons 16 postes vacants actuellement et la cohorte d'étudiants à l'Université de Moncton cette année n'est que de six. C'est un petit nombre considérant les besoins», note-t-il.

Il faut dire aussi que depuis quelques années, les exigences pour pratiquer le métier ont passablement augmenté. Désormais, il faut un doctorat et non plus une maîtrise, ce qui prend davantage de temps à obtenir.

Afin d'aider au recrutement, M. Duclos affirme que le Réseau de santé Vitalité travaille à développer davantage sa capacité d'accueil de stagiaire en psychologie, notamment dans le Nord. On étudie également la possibilité de rémunérer les stages comme c'est le cas pour les résidents en médecine.

«On se doit de sortir des sentiers battus, car si on peut les attirer ici, on a davantage de chances de les garder», note M. Duclos. - JFB